



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 57.174/4  
du 25 mars 2015

advies 57.174/4  
van 25 maart 2015

sur

over

un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale 'relatif aux  
renseignements urbanistiques  
et fixant l'entrée en vigueur  
des articles 99 et 275 du Code  
Bruxellois de l'Aménagement  
du Territoire'

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'betreffende de  
stedenbouwkundige  
inlichtingen en tot vaststelling  
van de inwerkingtreding van de  
artikelen 99 en 275 van het  
Brussels Wetboek van  
Ruimtelijke Ordening'

Le 25 février 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux renseignements urbanistiques et fixant l'entrée en vigueur des articles 99 et 275 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 mars 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 mars 2015.

\*

Op 25 februari 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de stedenbouwkundige inlichtingen en tot vaststelling van de inwerkingtreding van de artikelen 99 en 275 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 maart 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 maart 2015.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose comme suit :

« Art. 3. Chaque ministre et secrétaire d'État intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. À cet effet :

1° il ou elle veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques fixés à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, et de l'intégration de la dimension du genre dans tous les nouveaux plans de gestion, dans tous les nouveaux contrats de gestion ainsi que dans tout autre instrument de planification stratégique des services publics bruxellois et des organismes d'intérêt public bruxellois qui relèvent de sa compétence. À cette fin, il ou elle approuve les indicateurs de genre pertinents permettant de mesurer le processus d'intégration de la dimension de genre et la réalisation des objectifs stratégiques ;

2° pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, il ou elle établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut régler le modèle de rapport d'évaluation de l'impact, dit 'test gender',

3° il ou elle veille, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, à la prise en compte de l'égalité des femmes et des hommes et à l'intégration de la dimension de genre ».

2. L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 est entré en vigueur le 10 juin 2014, en vertu de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même ordonnance <sup>1</sup>.

Le 24 avril 2014, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté un arrêté 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'article 13 de cet arrêté dispose comme suit :

« Art. 13. § 1<sup>er</sup>. Le rapport d'évaluation de l'impact sur les femmes et les hommes, appelé 'test genre', tel que défini à l'article 3, § 2 de l'ordonnance, est annexé au présent arrêté. Le 'test genre' est complété par les personnes qui rédigent une nouvelle

---

<sup>1</sup> Voir notamment, en ce sens, l'avis 56.385/4 donné le 18 juin 2014 par la section de législation sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juin 2014 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant la liste des actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission royale des Monuments et des Sites, de la Commission de Concertation ainsi que de mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte'.

réglementation. Cette personne peut être un collaborateur de cabinet ou un fonctionnaire de l'administration concernée.

§ 2. Le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres.

§ 3. Le résultat du test doit être considéré comme une évaluation indicative du projet.

§ 4. Le Ministre compétent veille à ce que le 'test genre' soit complété.

§ 5. En l'absence de 'test genre', un projet de réglementation ne peut être considéré comme complet et ne peut donc faire l'objet d'une discussion au Conseil des Ministres ».

Cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 24 février 2015. Toutefois, selon son article 15, celui-ci « entre en vigueur le premier jour de la législature suivant celle durant laquelle a été adoptée l'ordonnance », soit le 10 juin 2014<sup>2</sup>.

3. En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos du texte en projet, que ce soit avant ou après la délibération du Gouvernement relative à celui-ci, qui s'est tenue le 12 février 2015.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite préalablement à l'adoption du texte en projet.

Cette formalité sera par ailleurs mentionnée au préambule, qui sera modifié en conséquence.

## EXAMEN DU PROJET

### INTITULÉ

Les dispositions législatives dont l'arrêté en projet entend fixer la date d'entrée en vigueur, ne sont pas les articles 99 et 275 du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire (ci-après le CoBAT), mais les articles 6 et 11 de l'ordonnance du 8 mai 2014 'modifiant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire'.

L'intitulé sera donc rédigé comme suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux renseignements urbanistiques et fixant l'entrée en vigueur des articles 6 et 11 de l'ordonnance du 8 mai 2014 modifiant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire ».

---

<sup>2</sup> *Ibid.*

### PRÉAMBULE

1. Pour l'essentiel, l'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 276 du CoBAT. Pour le surplus, les articles 99 et 275 du CoBAT procurent un fondement juridique à certaines dispositions de l'arrêté en projet uniquement dans la mesure où ils peuvent être combinés avec l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', dispositions qui confèrent au Gouvernement le pouvoir général d'exécution des ordonnances.

L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule sera dès lors remplacé par les deux alinéas suivants comme suit :

«Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 8 ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, l'article 99, remplacé par l'ordonnance du 8 mai 2014, l'article 275, modifié par les ordonnances du 3 avril 2014 et du 8 mai 2014 et l'article 276 ; ».

2. Un alinéa 3 nouveau sera inséré dans le préambule, rédigé comme suit :

« Vu l'ordonnance du 8 mai 2014 modifiant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, l'article 14, § 4, alinéa 2 ; ».

### DISPOSITIF

#### Article 6

Au paragraphe 2 (lire : alinéa 2), il convient de mentionner le renvoi à « l'alinéa 1<sup>er</sup> » au lieu du « § 2 ».

Par ailleurs, il n'y a pas lieu de diviser en paragraphes une disposition lorsque chacun de ces paragraphes ne compte qu'un seul alinéa <sup>3</sup>.

La division de l'article 6 en paragraphes sera donc supprimée.

---

<sup>3</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

### Article 7

L'article 7 est inutile : il se borne à rappeler des règles qui figurent déjà à l'article 275 du CoBAT <sup>4</sup>.

Or, il n'appartient pas au Gouvernement de reproduire, dans un arrêté réglementaire, une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative.

En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il laisse par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir du Gouvernement de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

Il n'appartient pas non plus au Gouvernement d'ajouter à une règle de nature législative ou d'en modifier la portée.

L'article 7 sera donc omis.

### Article 8

Cette disposition se borne à rappeler la teneur de l'article 275, alinéa 3, du CoBAT.

Pour les motifs évoqués ci-avant à propos de l'article 7, cette disposition sera omise.

### Article 9

1. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est rédigé comme suit :

« Lorsqu'un bien a fait l'objet d'une démolition complète avant sa reconstruction, les autorisations, permis et certificats antérieurs à cette démolition-reconstruction ne sont pas mentionnés ».

Sont ainsi exclues des renseignements urbanistiques à délivrer, des informations qui sont pourtant couvertes par l'article 275, alinéa 3, plus spécialement le 1<sup>o</sup>, du CoBAT, laquelle disposition a une portée extrêmement large et ne prévoit pas d'exception.

L'habilitation conférée au Gouvernement par l'article 276 du CoBAT, en vue de définir la forme et le contenu des renseignements urbanistiques ne permet pas au Gouvernement de prévoir des exceptions à l'obligation imposée par le législateur.

L'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, méconnaît dès lors l'article 275, alinéa 3, du CoBAT et sera omis.

---

<sup>4</sup> Sur ce point, il convient d'ajouter que, dans cet article 7, la notion de « toute personne qui, pour son compte ou à titre d'intermédiaire, offre en location un bien immobilier », notion qui renvoie en partie à l'article 99 du CoBAT, est déjà incluse dans la notion de « toute personne qui en fait la demande ». En effet, par hypothèse, la délivrance des renseignements considérés ne peut intervenir qu'à la suite d'une demande.

2. Le paragraphe 2 de l'article 9 dispose comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 3, 2°, de l'article 275 du CoBAT, il est renvoyé aux articles 205/1, § 1<sup>er</sup> à 4 du CoBAT relatif à la déclaration urbanistique ».

Une telle disposition est inutile.

Elle sera omise.

#### Article 10

L'article 10 est inutile dès lors que les trois annexes à l'arrêté en projet sont déjà mentionnées dans les dispositions précédentes du projet.

L'article 10 sera donc omis.

#### Article 11

Il convient de mentionner avec l'arrêté du Gouvernement du 3 juillet 1992 'relatif aux renseignements urbanistiques' les modifications dont il a fait l'objet et qui sont toujours en vigueur<sup>5</sup>.

#### Article 12

Pour les motifs évoqués à l'observation faite sous l'intitulé de l'arrêté en projet, l'article 12 sera rédigé comme suit :

« Article 12. Les articles 6 et 11 de l'ordonnance du 8 mai 2014 modifiant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ».

#### ANNEXES

Les annexes doivent être soumises à la ou aux mêmes signatures que l'arrêté en projet.

Par ailleurs, le visa figurant en en-tête de chacune des annexes à l'arrêté en projet sera revu conformément à l'observation relative à l'intitulé du projet. Il sera déplacé *in fine* de chaque annexe et sera suivi de la ou des signatures requises.

\*

---

<sup>5</sup> Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 138 et formule F 4-3-2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ wordt het volgende bepaald:

“Art. 3. Elke minister en staatssecretaris integreert de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe:

1° waakt hij of zij over de tenuitvoerlegging van de in artikel 2, § 1, bepaalde strategische doelstellingen en van de integratie van de genderdimensie in alle nieuwe beheersplannen, in alle nieuwe beheerscontracten en in elk ander instrument voor strategische planning van de Brusselse overheidsdiensten en de Brusselse instellingen van openbaar nut die onder zijn bevoegdheid vallen. Daartoe keurt hij of zij de relevante genderindicatoren goed die het mogelijk maken om het proces van de integratie van de genderdimensie en de realisatie van de strategische doelstellingen te meten;

2° stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan het model-evaluatieverslag van de impact, “gendertest” genaamd regelen;

3° waakt hij of zij, in het kader van de procedures voor de toekenning van overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies, over het in aanmerking nemen van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de integratie van de genderdimensie.”

2. Artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 is in werking getreden op 10 juni 2014, krachtens artikel 9, eerste lid, van dezelfde ordonnantie.<sup>1</sup>

Op 24 april 2014 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een besluit ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ uitgevaardigd.

Artikel 13 van dat besluit luidt als volgt:

---

<sup>1</sup> Zie in die zin inzonderheid advies 56.385/4, dat de afdeling Wetgeving op 18 juni 2014 heeft gegeven, over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 juni 2014 ‘tot wijziging van het besluit van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect’.

“Art. 13. § 1. Het evaluatierapport over de impact op vrouwen en mannen, de ‘gendertest’, zoals bepaald in artikel 3 § 2 van de ordonnantie wordt in bijlage van dit besluit gevoegd. De ‘gendertest’ wordt ingevuld door de personen die de nieuwe reglementering opstellen. Die persoon kan een kabinetsmedewerker zijn of een ambtenaar van het betrokken bestuur.

§ 2. De ‘gendertest’ wordt ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad.

§ 3. Het resultaat van de test dient beschouwd te worden als een indicatieve meting van het project.

§ 4. De bevoegde Minister zorgt ervoor dat de ‘gendertest’ ingevuld wordt.

§ 5. Bij gebrek aan een ‘gendertest’ kan een ontwerp van reglementering niet als volledig worden beschouwd en kan dus geen voorwerp uitmaken van een beraadslaging binnen de Ministerraad.”

Dat besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 februari 2015. Luidens artikel 15 daarvan treedt het echter in werking “op de eerste dag van de legislatuur volgend op de legislatuur waarin de ordonnantie werd goedgekeurd”, dat wil zeggen op 10 juni 2014.<sup>2</sup>

3. *In casu* bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden geen enkel element waaruit blijkt dat de “gendertest” uitgevoerd werd met betrekking tot de ontworpen regeling, noch vóór noch na de beraadslaging hierover binnen de regering op 12 februari 2015.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste vervuld is nadat de ontworpen tekst wordt aangenomen.

Voorts dient dit vormvereiste te worden vermeld in de aanhef die dienovereenkomstig moet worden aangepast.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### OPSCHRIFT

De wetsebepalingen waarvan het ontworpen besluit de datum van inwerkingtreding wil vaststellen, zijn niet de artikelen 99 en 275 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna BWRO genoemd), maar de artikelen 6 en 11 van de ordonnantie van 8 mei 2014 ‘tot wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening’.

Het opschrift moet dus worden geredigeerd als volgt:

“Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de stedenbouwkundige inlichtingen en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 6 en 11 van de ordonnantie van 8 mei 2014 ‘tot wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening’.

---

<sup>2</sup> *Ibid.*

### AANHEF

1. Het ontworpen besluit vindt in essentie zijn rechtsgrond in artikel 276 van het BWRO. Voor het overige leveren de artikelen 99 en 275 van het BWRO rechtsgrond op voor een aantal bepalingen van het ontworpen besluit, maar enkel voor zover ze in samenhang gelezen kunnen worden met artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' dat op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk verklaard is bij artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen', bepalingen waarbij aan de regering de algemene bevoegdheid inzake de uitvoering van ordonnanties wordt verleend.

Het eerste lid van de aanhef dient derhalve door de twee volgende leden te worden vervangen als volgt:

“Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, artikel 99, vervangen bij de ordonnantie van 8 mei 2014, artikel 275, gewijzigd bij de ordonnanties van 3 april 2014 en 8 mei 2014, en artikel 276;”

2. In de aanhef moet een nieuw derde lid worden ingevoegd dat luidt als volgt:

“Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 tot wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, artikel 14, § 4, tweede lid;”

### DISPOSITIEF

#### Artikel 6

In paragraaf 2 (lees: het tweede lid) dient te worden verwezen naar “het eerste lid” in plaats van naar “§ 2”.

Een bepaling behoort voor het overige niet in paragrafen te worden ingedeeld als elke paragraaf maar één lid bevat.<sup>3</sup>

De indeling van artikel 6 in paragrafen dient dus te vervallen.

---

<sup>3</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 57.3.

### Artikel 7

Artikel 7 is overbodig: het bepaalt zich ertoe regels in herinnering te brengen die al zijn opgenomen in artikel 275 van het BWRO.<sup>4</sup>

Het komt de regering evenwel niet toe om in een regelgevend besluit een regel over te nemen die reeds is opgenomen in een bepaling van wetgevende aard.

Een dergelijke werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de aard van de desbetreffende regel. Ze kan bovendien de indruk wekken dat het aan de regering toekomt om die regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toebehoort.

Het komt de regering evenmin toe om een voorschrift toe te voegen aan een bepaling van wetgevende aard of er de draagwijdte van te wijzigen.

Artikel 7 moet dus vervallen.

### Artikel 8

Die bepaling brengt alleen maar de inhoud van artikel 275, derde lid, van het BWRO in herinnering.

Om de redenen die hierboven zijn aangegeven met betrekking tot artikel 7 moet die bepaling vervallen.

### Artikel 9

1. Paragraaf 1, tweede lid, luidt als volgt:

“Wanneer een goed volledig werd afgebroken voor de heropbouw ervan, worden de toelatingen, vergunningen en attesten, die voor deze afbraak-heropbouw werden afgeleverd, niet vermeld.”

Aldus worden vanwege informatiegegevens die nochtans vallen onder artikel 275, derde lid, van het BWRO, meer bepaald onderdeel 1° daarvan, welke bepaling een uiterst ruime strekking heeft en in geen uitzondering voorziet, uitgesloten van de te verstrekken stedenbouwkundige inlichtingen.

De machtiging die bij artikel 276 van het BWRO aan de regering verleend is om de vorm en de inhoud van de stedenbouwkundige inlichtingen te bepalen, geeft haar niet het recht te voorzien in uitzonderingen op de verplichting die door de wetgever opgelegd is.

---

<sup>4</sup> Daarbij komt dat, in dat artikel 7, het begrip “elke persoon die voor eigen rekening of als tussenpersoon een goed verhuurt”, een begrip dat gedeeltelijk verwijst naar artikel 99 van het BWRO, reeds vervat is in het begrip “elke persoon die een aanvraag indient”. De bedoelde inlichtingen kunnen immers maar worden verstrekt nadat een aanvraag is ingediend.

Artikel 9, § 1, tweede lid, is niet verenigbaar met artikel 275, derde lid, van het BWRO en moet vervallen.

2. Artikel 9, § 2, luidt als volgt:

“Voor de toepassing van het derde lid, 2°, van artikel 275 van het BWRO wordt verwezen naar artikelen 205/1, § 1 tot 4, van het BWRO betreffende de stedenbouwkundige verklaring.”

Zulk een bepaling is overbodig.

Ze moet worden weggelaten.

### Artikel 10

Artikel 10 is overbodig aangezien de drie bijlagen bij het ontworpen besluit reeds vermeld zijn in de eerder vermelde bepalingen van het ontwerp.

Artikel 10 moet dus worden geschrapt.

### Artikel 11

Het besluit van de Regering van 3 juli 1992 ‘betreffende de stedenbouwkundige inlichtingen’ moet vermeld worden met opgave van de wijzigingen die daarin zijn aangebracht en die nog steeds van kracht zijn.<sup>5</sup>

### Artikel 12

Om de redenen opgegeven in de opmerking gemaakt bij het opschrift van het ontworpen besluit, behoort artikel 12 te worden geredigeerd als volgt:

“Artikel 12. De artikelen 6 en 11 van de ordonnantie van 8 mei 2014 tot wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening treden in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.”

### BIJLAGEN

De bijlagen behoren te worden ondertekend door dezelfde persoon of personen als het ontworpen besluit.

---

<sup>5</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 138 en formule F 4-3-2.

Voorts dient het visum bovenaan elke bijlage bij het ontworpen besluit te worden herzien overeenkomstig hetgeen in verband met het opschrift van het ontwerp is opgemerkt. Het visum dient verplaatst te worden naar het einde van elke bijlage en moet worden gevolgd door de vereiste ondertekening(en).

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY